

Frank Dikötter

# LA CHINE APRÈS MAO

*L'éveil d'une superpuissance*

Traduit de l'anglais par Johan-Frédéric Hel Guedj

TALLANDIER

Titre original : *China after Mao*

© 2022, Frank Dikötter

All rights reserved

Cet ouvrage est publié avec le concours  
du Centre national du Livre.

Carte : Légendes cartographie/Éditions Tallandier, 2023

© Éditions Tallandier, 2023 pour la présente édition  
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris  
[www.tallandier.com](http://www.tallandier.com)

ISBN : 979-10-210-5147-8

## PRÉFACE

À l'été 1985, alors que *Retour vers le futur* devenait le plus gros succès cinématographique de l'année, j'entamai mes études du mandarin en Chine en tant qu'étudiant de l'université de Genève, en Suisse. Le ministère chinois des Affaires étrangères m'avait admis à l'université de Nankai, à Tianjin, métropole côtière proche de Beijing qui comptait cinq millions d'habitants (aujourd'hui, la taille de la ville a triplé). Je me suis envolé vers Hong Kong, où j'ai franchi la frontière vers la Chine continentale, mettant une semaine pour achever mon voyage en train en direction du nord, et me faisant quelques amis sur le trajet. L'un d'eux, incapable de se remémorer mon nom de famille, m'avait plus tard envoyé une carte postale adressée à « Frank de Hollande, Tianjin, Chine ». La poste n'a eu aucun mal à me trouver, car il n'y avait que quatre-vingts étrangers en ville, dont sept ressortissants hollandais et un seul Frank.

Comme toutes les grandes cités, Tianjin était traversée par un réseau de larges boulevards construits dans les années 1950 avec l'aide de conseillers soviétiques. Il n'y avait jamais d'embouteillages : cette nation de plus d'un milliard d'habitants comptait alors moins de 20 000 véhicules privés. En revanche, des flots de banlieusards pédalaient en silence et en rangs serrés sur des voies latérales réservées à cet effet, à l'abri des bus et des camions (et des très rares voitures). Comme tout ce monde se levait au point du jour et rentrait

chez soi avant le crépuscule, à neuf heures du soir, la ville était plongée dans le calme. De nuit, j'avais parfois les six voies pour moi tout seul, ma bicyclette baignant dans le faible halo des réverbères.

Je suis retourné à l'université de Nankai à l'occasion de la célébration du centenaire de la ville, en octobre 2019. Tianjin semblait transformée, une agglomération apparemment sans fin composée d'immeubles d'habitation et de complexes de bureaux, certains achevés, d'autres encore en construction, poursuivant une expansion tous azimuts, avec sa ligne d'horizon illuminée de gratte-ciel étincelants. Où que l'on se trouve, les jours de ciel clair, le Tianjin Finance Centre était visible, culminant à presque 600 mètres dans le ciel, ses surfaces vitrées scintillant au soleil comme une flèche de cristal gigantesque. Mais les apparences peuvent être trompeuses. Mes anciens professeurs et leurs successeurs habitaient encore dans les mêmes ensembles en béton miteux aux balcons poussiéreux remplis de plantes en pots et aux couloirs encombrés de vélos cabossés qui leur servaient à circuler sur le campus. Il y avait une grande différence, m'a-t-on dit : pour la plupart, les enfants de ces professeurs vivaient maintenant aux États-Unis.

Quelques années auparavant, la République populaire de Chine avait officiellement célébré quarante années de « Réforme et Ouverture\* », l'intitulé du programme de mutations économiques lancé par Deng Xiaoping en décembre 1978. La transformation d'un pays insulaire se relevant à peine du chaos de la Révolution culturelle en la deuxième économie mondiale est constamment saluée comme un prodige. À cet égard, le titre d'un ouvrage universitaire – *Comment le miracle est advenu* – résume la conception

---

\* Cette formule désigne l'ensemble de réformes économiques engagées à partir de 1978, sous la direction de Deng Xiaoping (*N.d.T.*).

dominante. Apparemment, le seul sujet de préoccupation de certains experts n'est pas de savoir s'il y a réellement eu miracle en premier lieu, mais plutôt de comprendre si ce phénomène ne toucherait pas à son terme.

Comment ces experts le sauraient-ils ? Après m'être installé dans ma résidence universitaire, voici trente-cinq ans, j'ai remarqué qu'un grand nombre d'étudiants étrangers se livraient à des conjectures sans fin sur ce qui se passait à Beijing. Certains d'entre eux sont devenus des observateurs de la Chine. Leur technique s'inspirait de celle des observateurs du Kremlin : le manque d'informations fiables les obligeait à scruter les signaux les plus hermétiques pour capter des indices en provenance de Zhongnanhai, le siège du parti, près de la Cité interdite, à Beijing, qu'il s'agisse de la place de chaque dirigeant à la tribune lors des défilés place Tian'anmen, de la mise en page des articles dans *Le Quotidien du Peuple* ou de la récurrence de certaines formules à la radio. Tous ces oracles me laissaient sceptique, et je préférerais étudier le passé.

Sceptique, je le reste. Contrairement à ce que l'on serait raisonnablement en droit d'espérer après quarante ans de « Réforme et Ouverture », la situation actuelle n'est pas si différente. Il y a quelques années, Li Keqiang, l'actuel Premier ministre, disait des chiffres du revenu national qu'ils étaient « des produits de l'homme et donc peu crédibles ». Les experts ne l'ignorent évidemment pas, et ils trouvent des moyens de pallier ce défaut. Il existe par exemple un « indice Li Keqiang », que le Premier ministre utilisait lui-même pour mesurer les performances économiques en observant la consommation totale d'électricité. Il n'en demeure pas moins que nous en savons très peu. Un spécialiste de la Chine, James Palmer, soulignait ainsi récemment : « Personne ne sait rien de la Chine : y compris le gouvernement chinois<sup>1</sup>. » Le moindre élément d'information

est sujet à caution, partiel ou déformé. En effet, nous ne connaissons rien de la taille véritable de cette économie, car aucun gouvernement local ne fournit des chiffres exacts, et nous ne mesurons pas l'ampleur des créances douteuses, car les banques les dissimulent. Tout bon chercheur a le paradoxe socratique à l'esprit : je sais que je ne sais pas. Toutefois, en ce qui concerne la Chine, nous ne savons même pas, au juste, ce que nous ne savons pas.

En face du portail Nord de l'université de Nankai, de l'autre côté d'une grande artère à huit voies très encombrée, un vaste édifice, telle une immense caverne, gardé par de jeunes soldats, abrite les Archives municipales de Tianjin. L'accès à ce bâtiment aurait été impensable à l'époque où j'étais étudiant. En 1996, la loi réglementant la consultation des archives a été amendée et des volumes croissants de documents déclassifiés sont devenus accessibles aux historiens, armés d'une lettre de recommandation. Même si les informations les plus sensibles restaient enfermées sous clef dans les profondeurs des salles d'archives, pour la première fois des chercheurs ont été autorisés à plonger dans la nuit obscure de l'ère maoïste.

J'ai consacré une décennie à examiner des milliers de dossiers du parti, sillonnant le pays de long en large, du Guangdong subtropical à l'aride Gansu, une province proche des déserts de Mongolie. J'ai pu consulter, contenus dans des chemises jaunies, les procès-verbaux secrets de réunions de la hiérarchie du parti griffonnés à la main ou proprement tapés à la machine, des investigations menées sur des épisodes de massacres, des aveux de dirigeants responsables de la famine de millions de villageois, des rapports sur la résistance dans les campagnes, des enquêtes d'opinion confidentielles, des lettres de plainte rédigées par de simples citoyens et bien plus encore. J'ai écrit trois livres,

un ensemble intitulé « La Trilogie du Peuple », sur le sort des gens ordinaires sous Mao.

Le moment était bien choisi. Après l'accès au pouvoir de Xi Jinping en novembre 2012, les archives se sont peu à peu refermées. D'importants lots de documents sur la Grande Famine et la Révolution culturelle ont depuis lors été reclassifiés. Mais paradoxalement, ces deux dernières années ont été une période propice pour explorer les décennies dites de « Réforme et Ouverture ». Pendant des années, le peuple chinois, y compris ses archivistes, s'est entendu répéter que depuis 1978, ce qui s'était produit tenait tout simplement du miracle, un processus qui avait littéralement laissé pantois les capitalistes étrangers. Certes, un sombre nuage reste en suspens au-dessus de l'ère Mao, mais dès l'instant où l'on évoque la « réforme économique », il se dissipe. À présent, et pour la première fois, nous pouvons véritablement nous servir des éléments fournis par le Parti communiste pour examiner l'histoire de ce même parti depuis 1976.

Toute démocratie possède quantité de règles et de réglementations qui déterminent quels documents officiels peuvent être déclassifiés et quand ils peuvent être ouverts à l'examen public. En théorie, la plupart des pays adhèrent à une règle des trente ans. Ainsi, tous les ans, à l'approche de Noël, aux Archives nationales de Kew, en Grande-Bretagne, les chercheurs attendent avec impatience le dernier lot de documents déclassifiés par le cabinet du Premier ministre ou le MI5. Dans la pratique, toutefois, les services étatiques du monde entier recourent à toutes sortes d'exceptions pour protéger des millions de documents d'un tel examen.

La loi en vigueur dans la République populaire de Chine applique aussi la règle des trente ans, de sorte que les chercheurs doivent en principe être en mesure de consulter des documents remontant à 1992. Mais la Chine n'est pas une démocratie, c'est une dictature. Et la manière dont les règles

y sont appliquées est souvent fixée localement. En conséquence, l'accès aux archives varie selon les endroits. Et, concernant certaines d'entre elles, aucun étranger ne franchira même la guérite de la sentinelle au portail d'entrée, car la moindre coupure de presse anodine est traitée comme un secret d'État, tandis que pour d'autres, tout document antérieur à 1949, quand les communistes ont remporté la victoire, est jugé intouchable. En revanche, partout dans cet immense pays de la taille d'un continent, certaines demeurent étonnamment ouvertes. Ainsi, de temps en temps, une archive locale autorisera certains chercheurs à parcourir une vaste sélection de sources primaires remontant jusqu'à 2009, bien au-delà du délai des trente ans.

Mon récit se fonde sur quelque six cents documents issus d'une douzaine d'archives municipales et provinciales, mais il puise aussi à des sources primaires plus conventionnelles, articles de journaux ou mémoires non publiés. Les plus importants de ces documents sont les journaux secrets de Li Rui, devenu le secrétaire personnel de Mao, qui a passé vingt ans en prison pour avoir mentionné la famine de 1959, avant d'être invité à rejoindre le Comité central quelques années après la mort du Grand Timonier en 1976. Durant de nombreuses années, il a été directeur adjoint du département de l'Organisation (l'Orgburo, en jargon soviétique), une section du parti chargée d'enquêter sur ses membres et de les nommer, à tous les échelons du gouvernement. Li Rui est devenu un vrai démocrate, ayant connu le système de fond en comble, mais, en 2004, il lui a été interdit de publier ses écrits. Ses journaux couvrent jusqu'à l'année 2012 et rapportent ses conversations avec des membres dirigeants du parti, contenant un luxe de détails. Certes, les historiens ne se nourrissent pas seulement de preuves matérielles, mais aussi de possibilités de mettre les réalités en perspective : quand les unes et les autres se font

rares, il est sage de prendre du recul et de laisser à d'autres le soin de poursuivre le récit. Je situe ce moment en 2012, quand Li Rui referme son journal et que Xi Jinping vient occuper le devant de la scène.

Une manne d'éléments auparavant inaccessibles nous permet de remettre en cause certaines affirmations répandues concernant la période dite de « Réforme et Ouverture ». Pendant des décennies, un équipage hétéroclite de responsables politiques étrangers, de chefs d'entreprise et d'experts nous ont répété que la République populaire était en passe de devenir un partenaire responsable, et peut-être même une démocratie florissante. La réforme politique allait succéder à la réforme économique aussi sûrement que le char suit le bœuf. Pourtant, à aucun moment l'un de ces dirigeants n'a parlé de séparation des pouvoirs. Au contraire, le maintien d'un monopole de l'autorité a maintes fois été présenté comme l'objectif primordial de la réforme économique. Citons Zhao Ziyang, salué à ce jour comme la personnalité la plus prometteuse à l'intérieur du parti, qui s'adressait au Congrès en octobre 1987 : « Nous ne reproduirons jamais la séparation des pouvoirs et le système multipartite de l'Occident. » Quelques mois plus tôt, il avait expliqué à Erich Honecker, alors à la tête de l'Allemagne de l'Est, qu'après avoir constaté la hausse de son niveau de vie, le peuple de Chine admettrait la supériorité du socialisme. Et il ajoutait ensuite : « À ce moment, nous pourrions progressivement resserrer l'ampleur de la libéralisation. » À de multiples reprises, d'autres dirigeants ont répété le même message. En 2018, Xi Jinping avertissait que la « Chine ne doit jamais copier d'autres pays », et surtout pas l'« indépendance de l'autorité judiciaire » et la « séparation des pouvoirs » propres à l'Occident<sup>2</sup>.

Ces deux ou trois dernières années, de nombreux observateurs ont changé d'avis, certes un peu tardivement, et

n'envisagent plus un Parti communiste chinois progressant vers la démocratie. Mais ils sont encore nombreux à croire en l'existence passée de véritables réformes économiques, dans le cadre d'un mouvement concerté d'une économie planifiée vers une économie de marché, de la propriété publique vers l'entreprise privée. Pourtant, il faut se demander si, en dépit de la propagande émanant de Beijing, cette désignation – « réforme économique » – est la bonne. Nous avons assisté jusqu'à présent à de simples ajustements d'une économie planifiée. Comment expliquer autrement le fait que le parti insiste pour maintenir des plans quinquennaux ? Plus important encore, depuis 1976, ce dernier n'a pas cessé de conserver la propriété de toute l'industrie et des plus grandes entreprises. À ce jour, la terre ainsi que de considérables ressources en matières premières appartiennent à l'État, qui contrôle directement ou indirectement les grandes industries et possède également les banques. En langage marxiste classique, les « moyens de production » restent donc entre les mains du parti. Or, une économie dans laquelle les moyens de production sont contrôlés par l'État répond généralement à la définition d'une économie socialiste.

Après 1989, les dirigeants du parti n'ont pas un seul instant envisagé d'ouvrir leur économie à la véritable concurrence du marché. La raison était simple : ils savaient qu'à partir du moment où ils s'y risqueraient, leur système économique s'effondrerait. À plusieurs reprises, les archives le montrent, ils se sont évertués à faire tout leur possible pour restreindre le secteur privé et élargir au contraire le secteur des entreprises d'État. Ils croyaient fermement en la supériorité du système socialiste, comme le démontraient d'innombrables déclarations en public et à huis clos. En 1980, après la transformation d'un ensemble de villages de Shenzhen, juste derrière la frontière avec Hong Kong, en la première zone économique spéciale, Zhao Ziyang précisait : « Ce que

nous mettons en place, ce sont des zones économiques spéciales, non des zones politiques spéciales, car nous devons sauvegarder le socialisme et résister au capitalisme<sup>3</sup>. »

Presque quarante ans plus tard, 95 des 100 premières entreprises privées appartiennent à des membres du parti, actuels ou anciens. Le capitalisme est une affaire de capital : l'argent est un bien économique sujet à des règles de rendement et de marges bénéficiaires. À l'inverse, en Chine, le capital est resté un bien politique, distribué par des banques d'État à des entreprises contrôlées directement ou indirectement par l'État, afin d'atteindre des objectifs politiques. Qui plus est, un marché se fonde principalement sur l'échange de biens entre individus. Comment la propriété des biens peut-elle être protégée sans un système judiciaire indépendant fondé sur la séparation des pouvoirs ? Pendant des années, ses détracteurs ont décrié la « transition » supposée vers le « capitalisme » en République populaire, tandis que ses thuriféraires s'en félicitaient. Pourtant, s'il est une chose que ce livre démontre, c'est que sans réforme politique, la réforme du marché ne peut exister. La discussion autour de la question de savoir si ce marché peut ou doit être « libre » omet l'élément essentiel : sans État de droit, étayé par un système judiciaire indépendant et une presse libre et pluraliste, ce n'en est pas vraiment un. Il n'existe pas de liberté économique sans liberté politique. La politique détermine la nature de l'économie, et non le contraire. Elle tourne autour du pouvoir et de ce que l'on en fait : doit-il être réparti entre différentes institutions, avec des dispositifs de pouvoir et de contre-pouvoir, une société civile de plus en plus complexe et des médias indépendants pour en limiter les abus, ou doit-il être concentré entre les mains d'un seul individu ou d'un parti unique ? Le premier système s'appelle une démocratie, le second, une dictature.

Les dictatures, comme les démocraties, ne sont pas figées dans le temps. Elles s'adaptent constamment à un monde changeant. Le Mozambique, par exemple, a décidé en 1982 de chercher un rapprochement avec l'Occident : un an plus tard, il décentralisait son économie et permettait aux fermes familiales de prospérer en lieu et place de fermes étatisées. Des compagnies multinationales étaient invitées à monter des coentreprises ou à signer des contrats avec l'État. Samora Machel, un dirigeant socialiste dans la tradition du marxisme-léninisme qui avait conduit son pays à l'indépendance en 1975, s'est transformé en représentant de commerce du Mozambique avec la même énergie et le même volontarisme qui avaient fait de lui le chef victorieux de la guérilla. Il a courtoisé et noué des liens avec des dirigeants d'entreprise partout dans le monde, en leur proposant des accords lucratifs fondés sur une main-d'œuvre bon marché, privée du droit de grève. Le Mozambique n'était guère un cas isolé. Toute une série de dictatures, du Dahomey à la Syrie, ont tenté un pari similaire : afin d'éviter l'effondrement de leur économie, ces régimes sont partis du principe que des exploitations agricoles privées, de petites entreprises en milieu urbain et des participations étrangères ne saperaient aucunement leur emprise politique. Barry Rubin, qui a dressé une description détaillée de tels régimes, a qualifié leurs dirigeants de « dictateurs modernes ». Ils forment une sous-variété de « dictateurs », généralement perçus à l'opposé d'une autre sous-catégorie, en l'occurrence celle des « dictateurs traditionnels<sup>4</sup> ».

On dit parfois que l'efficacité de l'État compte davantage que la transparence de l'État. C'est une hypothèse hasardeuse. Au lieu d'une transmission ordonnée du pouvoir, ce que nous constatons en République populaire relève plutôt d'un régime traversé de luttes acharnées pour le pouvoir, entre des factions sans cesse changeantes. La plupart des

dirigeants de ce pays n'ont qu'une connaissance superficielle des bases élémentaires de l'économie, et ne se concentrent de manière presque obsessionnelle que sur un seul chiffre, celui de la croissance, souvent aux dépens du développement. Il en résulte un gâchis aux proportions vertigineuses. Par exemple, il n'est pas rare que les entreprises d'État sous-estiment de la valeur, autrement dit que les matières premières qu'elles utilisent valent davantage que les produits finis qu'elles fabriquent. Surtout, et c'est un peu paradoxal, un régime étatique de parti unique ne dispose pas d'instruments pour contrôler l'économie. Les décisions sont prises par des gouvernements locaux, souvent au mépris de l'intérêt général, sans tenir compte des décrets de Beijing.

Le pays s'est-il réellement ouvert pendant la période dite de « Réforme et Ouverture » ? Par comparaison avec la Révolution culturelle, sans aucun doute. En revanche, par rapport au reste du monde, l'ouverture est restée timide. Ce que le régime a construit au cours de ces quarante dernières années, c'est un système clos, capable d'isoler la Chine du reste du monde. Le terme d'ouverture signifie qu'il existe des mouvements de population, d'idées, de biens et de capitaux. Or, l'État contrôle tous ces flux, qui ne sont souvent autorisés que dans un seul sens. Des millions de gens peuvent sortir, vivre et travailler dans le reste du monde, mais très peu d'étrangers ont le droit d'entrer. Après quarante ans de « Réforme et Ouverture », la Chine compte moins d'un million de résidents étrangers, soit à peu près 0,07 % de sa population totale, la plus faible proportion de tous les pays du monde, moins de la moitié de celle de la Corée du Nord. (Le Japon, souvent dénoncé pour sa « xénophobie », en compte 2,8 %.) Des produits finis peuvent sortir de Chine en quantités phénoménales, mais en réalité il y en a très peu qui y pénètrent. Aujourd'hui, chaque année, un cinquième de l'humanité peut voir en tout et pour tout trente-six films

étrangers approuvés par l'État. Les capitaux peuvent y entrer mais il est difficile de les en sortir, car ils sont accumulés par un régime qui impose des contrôles drastiques. Ainsi que les archives le révèlent de manière infiniment plus détaillée, depuis 1976, d'innombrables règlements, réglementations, sanctions, primes, déductions, subventions et mesures incitatives ont été mis en place pour créer ce qui pourrait bien constituer des conditions de concurrence les plus inéquitables du monde moderne.

Sans nul doute, il y a eu une réelle croissance économique. Comment pourrait-il en être autrement quand un pays sort de décennies de désastres provoqués par ses dirigeants ? Pourtant, à une date récente, en juin 2020, pour beaucoup d'observateurs, quand Li Keqiang, l'auteur de « l'indice » éponyme, remarquait en passant que dans un pays où le coût de la vie est prohibitif, même dans les campagnes, quelque six cents millions de personnes doivent se débrouiller avec moins de l'équivalent de 140 euros par mois, pour beaucoup d'observateurs, cela pouvait faire l'effet d'une révélation<sup>5</sup>. À dire vrai, tout n'est pas aussi tranché. Une extrême frugalité chez les gens ordinaires coexiste avec une richesse extravagante contrôlée par l'État. Quand des membres du parti travaillent pour cet État, leur employeur paie leur logement, leur véhicule, les écoles de leurs enfants, leurs voyages à l'étranger et bien plus encore. À l'inverse, ces gens ordinaires n'ont guère d'autre solution que de déposer leurs économies dans des banques d'État. Un État qui utilise ces dépôts pour afficher les bienfaits du socialisme, construire des gratte-ciel, des lignes de train à grande vitesse, de nouveaux aéroports et des autoroutes sans fin. Il s'en sert aussi pour maintenir les entreprises d'État à flot. Grâce à cette répression financière, la part de ces simples citoyens dans le produit intérieur brut est la plus basse jamais observée dans un pays à l'époque moderne.

Il existe un proverbe chinois qui résume bien cet état de fait : « L'État est riche, le peuple est pauvre. »

L'État et ses banques peuvent dépenser ou prêter en n'ayant que peu de comptes à rendre, gaspiller à grande échelle et créer une montagne de dettes qui va sans cesse croissant tout en restant soigneusement dissimulée aux regards. Quel est le poids de cet endettement ? Nous ne le savons pas et ne le saurons peut-être jamais, car même les gratte-papier employés par l'État pour tenir les registres de la dette ensuite soigneusement classés dans les archives sont incapables d'identifier tout ce qui se déroule sous la surface. Beaucoup de gens sont devenus des maîtres de la dissimulation. Ce rideau de fumée gagne tous les étages de la hiérarchie, avec des contrats fictifs, de faux clients, des ventes truquées et une fraude comptable endémique. Comment pourrait-il en être autrement sans séparation des pouvoirs et, partant, sans presse et sans contrôle des comptes indépendants, et encore moins d'élus responsables devant leur électorat ? Des campagnes sont régulièrement lancées contre la corruption. Elles ont commencé dès l'arrivée du parti au pouvoir en 1949, mais cette corruption étant inhérente au système, elle ne peut qu'être temporairement freinée, jamais éradiquée. De temps à autre, la direction du pays se réunit pour décréter l'urgence, en exigeant une pause dans la construction d'infrastructures et en ordonnant aux entreprises de brider les dépenses.

C'est approximativement le cinquième de tous les dossiers d'archives du parti qui traitent de la dette, de prêts pour la solder, d'un surcroît d'endettement dû à des prêts et à des prêts supplémentaires destinés à combler un passif encore plus profond. Expansion et récession sont censées caractériser le capitalisme, mais la situation en République populaire de Chine ressemble plus à une expansion assortie d'une récession indéfiniment remise au lendemain. Le parti

dispose d'immenses actifs, notamment l'épargne des simples citoyens, et d'un flot constant d'investissements étrangers. Il a déversé des sommes d'argent de plus en plus importantes dans des projets grandioses, sans veiller au retour sur investissement, et encore moins aux créances douteuses. Si l'économie croît plus vite que la dette, la dette sera absorbée, or la dette continue bel et bien de croître plus vite que l'économie. Ainsi que le déclarait en 2019 Xiang Songzuo, professeur d'économie à l'Université populaire de Beijing et ancien directeur adjoint de la Banque populaire de Chine : « Fondamentalement, l'économie chinoise est entièrement bâtie sur la spéculation, et le surendettement est omniprésent<sup>6</sup>. »

Dans toute dictature, les décisions prises par les dirigeants entraînent des conséquences colossales et involontaires. La politique de l'enfant unique était conçue pour infléchir la croissance de la population : à présent, les hommes sont largement plus nombreux que les femmes, alors que la population active du pays diminue. Nombre de directives appliquées par le régime ont aussi des résultats imprévus parce qu'à tous les étages de la hiérarchie, une foule de membres du parti tentent de contourner, de retarder ou simplement de fermer les yeux sur les ordres venus d'en haut. Après 1978, le gouvernement central a délégué de plus grands pouvoirs aux exécutifs locaux, en espérant que cela les encouragerait à déployer davantage de mesures économiques incitatives, mais ces pouvoirs locaux se sont en fait montrés plus protecteurs de leurs fiefs, en érigeant des barrières économiques destinées à empêcher la concurrence. Au lieu d'une économie nationale intégrée avec quelques grandes aciéries, chaque village, chaque bourgade et chaque cité voulaient avoir la leur, et des centaines de ces usines finirent par surgir les unes à côté des autres dans une seule province, ponctionnant de maigres ressources étatiques.

## PRÉFACE

Un gouvernement local a un secrétaire du parti local : c'est lui, cet homme (très rarement une femme) et non le marché, qui alloue le capital, et il (ou elle) le fait de manière à accroître son influence politique. Même quand l'économie locale capote, il (ou elle) sait pouvoir compter sur la banque centrale pour les renflouer, car le régime ne craint rien tant que « l'instabilité sociale », synonyme de ruée des citoyens vers les banques et de descente des travailleurs dans les rues.

L'image qui ressort de ces archives n'est pas celle d'un parti doté d'une vision claire de la manière de piloter le pays vers la prospérité. La Chine ressemble à un pétrolier qui a l'air impeccable et en parfait ordre de marche vu de loin, avec le capitaine et ses seconds fièrement campés sur le pont, tandis que dans les entreponts, les matelots pompent désespérément les voies d'eau et colmatent les brèches pour maintenir le navire à flot. Il n'existe pas de « plan d'ensemble », pas de « stratégie secrète », mais plutôt une multitude d'événements imprévisibles, de conséquences inattendues, de brusques changements de cap ainsi que des luttes de pouvoir sans fin, dans la coulisse. Tout cela, j'en suis convaincu, permet de mieux faire œuvre d'historien.

# La Chine dans les années 1970







1.

D'UN DICTATEUR À L'AUTRE  
(1976-1979)

Un vaste désert de pierre figure au cœur de Beijing : il s'agit de la place Tian'anmen. En 1976, c'était la plus grande surface dallée au monde, aisément capable de contenir un million de personnes. Elle tient son nom de la Porte de la Paix Céleste, l'entrée sud de la Cité interdite, un vaste ensemble de pavillons, de cours et de palais anciens qui avait abrité les empereurs des dynasties Ming et Qing. L'espace en forme de T situé devant la Porte de la Paix Céleste avait fait partie pendant plusieurs siècles de l'allée menant au trône impérial, mais il était à l'origine beaucoup plus restreint. Peu après la conquête du pays par le Parti communiste chinois en 1949, Mao Zedong ordonna que la place soit agrandie pour « contenir un milliard d'individus ». Plusieurs portes impériales furent abattues, des édifices médiévaux dégagés et des parties du mur d'enceinte de la ville, avec leurs parapets crénelés envahis par le lierre et la broussaille, rasées. La superficie de la place avait quadruplé, créant une vaste esplanade en béton, vide et nue, de la taille de soixante terrains de football. L'avenue Chang'an, qui traversait d'est en ouest le long du petit côté de la place, avait ménagé le passage du tram en 1924, mais restait une avenue étroite. Elle a été

progressivement élargie en boulevard à huit voies, qui se prolonge loin au-delà des limites de la ville. En octobre 1959, pour marquer le dixième anniversaire de la Révolution, un Palais de l'Assemblée du peuple est apparu sur le côté ouest de la place. En son centre, un monument aux Héros du Peuple, un obélisque de granit de 37 mètres de hauteur, a été érigé, barrant la perspective traditionnelle nord-sud vers le palais. L'axe principal de la ville était donc inversé, à présent dominé par le croisement de l'avenue Chang'an et de la place Tian'anmen<sup>1</sup>.

Sous le règne de l'empereur, les manifestations n'étaient pas autorisées, mais peu après la chute de la dynastie Qing, en 1911, l'espace situé devant la Porte de la Paix Céleste a peu à peu revêtu une bien plus grande signification politique. En 1925, quand le pays était gouverné par le Parti nationaliste, un grand portrait de son père fondateur, Sun Yat-sen, était suspendu au-dessus de la porte, remplacé en 1945 par une image de son successeur, Chiang Kai-shek. Le 1<sup>er</sup> octobre 1949, après la fuite forcée des troupes de ce dernier à Taïwan et la proclamation de la République populaire de Chine, un portrait de Mao Zedong fut hissé à sa place.

En quelques occasions, des manifestants occupèrent aussi la place. En 1919, pendant le Mouvement du Quatre Mai, quelque 4 000 étudiants se rassemblèrent pour protester contre les clauses du traité de Versailles, qui octroyait au Japon, ancien allié de l'Allemagne, des concessions en Chine, pourtant alliée des vainqueurs de la Première Guerre mondiale. Le mouvement se répercuta dans tout le pays, les manifestants appelant au boycott des produits japonais. Plus largement, ils réclamaient aussi davantage d'accès à la science et à la démocratie. En 1912, alors que la Chine devenait la première république d'Asie, un électorat de 40 millions de votants élisait 30 000 grands électeurs qui allaient à leur tour choisir les membres de l'Assemblée nationale et de la Chambre des

représentants. Toutefois, dès les années suivantes, les espoirs d'une plus large représentation populaire furent réduits à néant, et les manifestants exigeaient désormais que leur pays ait enfin accès aux temps modernes, guidés par « M. Science » et « M. Démocratie »\*, et non plus par Confucius, le vieux sage qui symbolisait l'ordre impérial ancien<sup>2</sup>.

Il y eut d'autres manifestations sur la place, certaines violemment réprimées. Le 18 mars 1926, la police militaire reçut l'ordre de disperser les manifestants qui se révoltaient contre l'impérialisme, et les affrontements qui s'ensuivirent firent quarante-sept morts. L'horreur populaire que suscita ce massacre fut telle que le Parlement fut contraint d'adopter une résolution condamnant ces exactions. Un mois plus tard, le gouvernement était renversé. Lu Xun, le célèbre écrivain, qualifiait cette confrontation de « jour le plus sombre depuis la fondation de la République<sup>3</sup> ».

Tout au long de la période républicaine, le désir de démocratie était si répandu que les communistes furent eux aussi incités à adhérer à ce message. Le Parti communiste chinois fut créé en 1921, mais pendant plusieurs années le nombre de ses adhérents stagna autour de quelques centaines d'individus. En janvier 1940, Mao Zedong et Chen Boda, sa plume et secrétaire particulier, jeune homme studieux mais ambitieux formé à Moscou, rédigèrent *De la nouvelle démocratie*. Cet opuscule promettait un système multipartite, des libertés démocratiques et la protection de la propriété privée. C'était un programme entièrement fictif, qui s'attira pourtant une ample adhésion populaire, puisque au cours des années suivantes des milliers d'étudiants, d'enseignants, d'artistes, d'écrivains et de journalistes intégrèrent le Parti communiste, tous attirés par cette vision d'un avenir plus démocratique.

---

\* En 1919, le Mouvement pour la Nouvelle culture appelait à l'adoption des idéaux occidentaux, incarnés par M. Science et M. Démocratie (*N.d.T.*).

Après 1949, les promesses contenues dans l'opuscule *De la nouvelle démocratie* furent rompues. Toutes les organisations qui n'étaient pas du ressort du Parti communiste – syndicats, organisations étudiantes, chambres de commerce indépendantes – furent éliminées dès les premières années du nouveau régime. Une véritable inquisition littéraire veillait à ce que les artistes et les écrivains se conforment aux diktats du parti. Dès 1950, des livres jugés indésirables furent brûlés lors de gigantesques autodafés ou pilonnés par tonnes entières. En 1956, la totalité du commerce et de l'industrie devenait des fonctions étatiques, tandis que le gouvernement expropriait aussi bien les petits commerces et les entreprises privées que les grandes industries. À l'été 1958, les habitants des campagnes furent incorporés en masse dans d'immenses entités collectives, les communes populaires\*. La terre fut confisquée aux fermiers, transformés en serviteurs taillables et corvéables à merci par l'État<sup>4</sup>.

Les manifestations populaires étaient interdites, mais c'était à Tian'anmen que se déployait le nouveau théâtre politique du pays. Des défilés soigneusement chorégraphiés se tenaient deux fois par an sur la place, des soldats au pas mécanique, des unités de cavalerie, des chars lourds et des véhicules blindés passaient devant le président, qui les regardait du haut de la tribune perchée au-dessus de la Porte de la Paix Céleste. Durant la Révolution culturelle, lors de ces défilés de masse récurrents, le Grand Timonier passa en revue quelque douze millions de Gardes rouges, qui agitaient avec enthousiasme leur *Petit Livre rouge*.

---

\* Les communes populaires constituaient le plus haut des trois niveaux d'administration, dans les zones rurales de juillet 1958 à 1985, remplacées par des municipalités. Elles étaient subdivisées en brigades et équipes de production (N.d.T.).



Dans un seul cas, le peuple se rendit maître de la place. En 1976, la fête de Qingming, autrement dénommée la Journée du balayage des tombes, lorsque les familles se retrouvent traditionnellement pour désherber les sépultures, nettoyer les pierres tombales et apporter des fleurs aux parents défunts, tombait le dimanche 4 avril. Des centaines de milliers de personnes affluèrent sur la place, vinrent déposer des monceaux de couronnes mortuaires autour du piédestal du monument aux Héros du Peuple, en l'honneur de Zhou Enlai. Le Premier ministre, amaigri, le corps flétri par trois cancers, était décédé quelques mois plus tôt, le 8 janvier 1976. Aux yeux d'une multitude de Chinois, Zhou représentait un contrepoids face à une puissante coterie que l'on appelait la « Bande des Quatre », menée par Jiang Qing, *alias* Mme Mao. En manipulateur accompli, le président Mao les avait dressés les uns contre les autres, s'assurant ainsi de garder la haute main sur le pouvoir.

Aux toutes dernières années de sa vie, Zhou Enlai avait prudemment essayé de remettre de l'ordre dans l'économie planifiée, d'ouvrir le pays et d'importer une technologie étrangère devenue indispensable. En janvier 1975, il avait prononcé l'un de ses ultimes discours devant l'Assemblée nationale populaire, simple chambre d'enregistrement législative de la Chine. Il appelait le pays à se moderniser dans des secteurs entiers accusant un net retard par rapport au reste du monde, en particulier l'agriculture, l'industrie, la défense nationale, la science et la technologie<sup>5</sup>. Avec la bénédiction du président, il avait baptisé ce programme d'une formule : les « Quatre Modernisations ». Pourtant, si Mao approuvait cette modernisation de l'économie, il redoutait qu'aussitôt après sa disparition, Zhou ne sape tout son héritage politique. Afin d'isoler le Premier ministre, il s'était

appuyé sur son épouse et ses alliés, qui fustigèrent « la vénération aveugle des machines étrangères » et d'autres manifestations de « révisionnisme », ce qui, dans le langage de l'époque, aurait signifié l'abandon du socialisme et la restauration du capitalisme.

Zhou Enlai se retrouva bel et bien isolé, mais l'ambitieuse Mme Mao poussa trop son avantage en tentant d'étendre son emprise au parti et à l'armée. En 1974, afin de contrebalancer un peu plus les deux factions, Mao avait ramené Deng Xiaoping au pouvoir, en le nommant adjoint de Zhou Enlai. Comme beaucoup de cadres dirigeants du parti, Deng avait été écarté par une purge au plus fort de la Révolution culturelle, pour avoir suivi « une ligne réactionnaire bourgeoise ». Zhou Enlai étant cloué sur un lit d'hôpital, Deng assumait de plus en plus de responsabilités. Il se concentra lui aussi sur l'économie, toutefois sans posséder le doigté du Premier ministre : il menaça donc de châtiments sévères les responsables des chemins de fer incapables d'assurer un trafic ferroviaire efficace et exigeait des dirigeants de l'industrie qu'ils atteignent tous les derniers objectifs de production. Et puis il s'attira lui aussi l'ire de Mme Mao, qui se servait de sa mainmise sur l'appareil de propagande pour débiter un flux régulier d'articles dénonciateurs<sup>6</sup>.

Le neveu du président, Mao Yuanxin, un jeune homme qui s'était fait un nom en tant que secrétaire du parti du comité révolutionnaire provincial de Liaoning\*, fut l'une des victimes des méthodes brusques de Deng Xiaoping. Ce dernier avait pratiqué des coupes claires dans la direction du géant métallurgique Anshan Iron and Steel Corporation,

---

\* Créés à partir de 1967 lors de la Révolution culturelle, ces comités sont définis à l'art. 34 de la Constitution du 5 mars 1978 : « Les comités révolutionnaires des provinces peuvent instituer dans les préfectures des bureaux d'administration en tant que leurs organes représentatifs. » (*N.d.T.*)